Reset Europe. Go left !

Dépasser le capitalisme pour bâtir l'Europe des peuples, sauver la planète et garantir la paix

1. Nous sommes face à des urgences nouvelles

Les bouleversements du monde

Nous vivons dans tous les domaines une période de bouleversements sociaux et politiques profonds qui s'entrelacent :

- crises économiques et financières qui provoquent partout chômage, pauvreté, concurrences capitalistes et guerres économiques exacerbées, inégalités galopantes et modèles sociaux attaqués par les politiques d'austérité mises en œuvre par les bourgeoisies, changements du travail, de la production et des rythmes de vie, provoqués par la révolution numérique, les économies des plateformes et la précarisation des emplois.
- immenses défis écologiques face à la crise climatique et aux menaces sur la biodiversité et le vivant causés par le mode capitaliste de production à une échelle mondiale.
- menaces nouvelles sur la paix et sur la sécurité avec la multiplication des guerres, l'agressivité redoublée des Etats-Unis de Trump, la relance des armements, la montée du racisme et de la xénophobie, la régression des droits humains que montre le sort indigne réservé aux migrants et aux réfugiés sur tout le continent européen…

Face à ces défis colossaux, le système capitaliste mondialisé s'enfonce dans une impasse historique. Un nouveau type d'humanisme est nécessaire pour l'avenir des peuples et de la planète.

Le PIB des pays de l'Union Européenne est passé de 15 000 milliards à 17 000 milliards d'euros en dix ans. L'absence de contrôle sur les compagnies off-shore et sur le marché secondaire soustrait à la collectivité 40% des profits des multinationales. Dans le même temps, les travailleurs pauvres sont de plus en plus nombreux, et l'argent non redistribué des marchés financiers toujours plus important. L'argent, en réalité, ne manque pas. La question centrale est celle de son utilisation pour le progrès social, pour la reconversion écologique du modèle de développement. Les politiques néolibérales, comme les

politiques xénophobes, cherchent à se justifier en invoquant le mythe de la pénurie financière. En réalité, nous sommes aujourd'hui dans une crise de suraccumulation avec une énorme richesse non redistribuée. L'Europe est un continent riche. C'est la base matérielle de notre combat.

Union européenne et Europe au cœur de la crise

L'Union Européenne (UE) a mis jusqu'ici sa puissance au service de la concurrence néolibérale et de l'austérité et a poussé cette logique à son comble. Elle est aujourd'hui au cœur de la très profonde crise économique, sociale et institutionnelle de ce système. Depuis la crise de 2008, elle fait payer l'addition aux peuples et au secteur public pour sauver les banques et le capitalisme financier par des politiques d'austérité qui ne cessent d'aggraver la situation et empêchent d'ouvrir la voie à un développement économique durable dans l'intérêt du bien-commun, de l'humain et de la planète. L'énorme concentration de capital et de la propriété des moyens de production dans les mains de quelques-uns est le plus grand obstacle pour créer un monde au bénéfice du plus grand nombre sur une planète verte. Les inégalités s'approfondissent considérablement. De plus en plus de gens sont exclus et coupés du développement social. Les investissements et services publics, nécessaires pour le progrès humain et l'avenir écologique sont sacrifiés. Les jeunes estiment leur avenir trahi par cette UE. La santé de toutes et tous, en premier lieu des séniors, est menacée par le démantèlement de la protection sociale, le risque de sa privatisation et la remise en cause du service public de santé. La pauvreté énergétique accroît encore davantage les inégalités, au détriment de la cohésion sociale.

Les choix politiques en Europe sont dominés par les grands intérêts financiers, par les firmes transnationales, par des institutions de l'UE sans légitimation démocratique, notamment la Commission européenne et la Banque centrale européenne (BCE). L'élection de la présidente de la Commission européenne et la distribution des postes ont été encore une fois le résultat d'un maquignonnage politique.

L'Europe ne se borne pas à l'UE, mais la politique de l'UE exerce une influence importante sur le développement de l'Europe entière, jusqu'aux rapports avec la Russie. La gauche européenne connaît des débats sur la possibilité et la manière de transformer cette situation et l'UE. Il est clair pour nous tous que les traités de Maastricht, d'Amsterdam et de Lisbonne ne constituent pas une base pour fonder une Europe sociale, démocratique, écologique et pacifique. Nous voulons changer et remettre en cause ces traités, que la gauche européenne a toujours considérés comme nocifs. Nous voulons sans attendre avancer vers une autre Europe. Ce qui est déterminant pour nous, ce sont les processus

politiques qu'il faut dès maintenant lancer pour ouvrir chaque fois que cela est possible des chemins concrets vers les changements nécessaires de l'UE et donc aussi de l'Europe. La gauche doit relever ce défi sans remettre ses luttes à plus tard. Il est vital que l'Europe devienne le protagoniste d'un grand changement, au service d'un nouveau projet de coopération solidaire et humaniste entre les peuples.

Une crise démocratique

Le rejet grandissant du système et les protestations ne suffisent pas à ouvrir la voie à une nouvelle Europe de justice et de paix. Faute d'espoir, la crise est devenue une crise politique, une crise de confiance dans la démocratie, une crise de projet et de perspectives.

Pour préserver le système, les forces capitalistes attaquent partout la démocratie, concentrent et confisquent la décision politique. Nous constatons partout un recul de la démocratie. Les régimes et les pratiques autoritaires augmentent. Les partis traditionnels les grandes coalitions et les alliances néolibérales perdent le plus souvent au profit de droites radicalisées et de forces d'extrêmes-droites.

Les extrêmes-droites oont une double face et sont ultra-démagogiques. Elles ne rejettent pas la logique de guerre économique et ne s'opposent pas aux politiques d'austérité. Elles l'attisent même en développant le racisme. Et elles veulent faire croire aux peuples qu'elles les protégeront mieux, eux d'abord, contre les autres. Mais ils ne défendent jamais les intérêts des travailleurs et des peuples. Malgré les apparences qu'elles cherchent parfois à adopter de « normalisation », leur projet reste intact : celui de vouloir refonder les sociétés européennes sur des bases ethnicistes. Elles plongent souvent directement leurs racines dans l'histoire des fascismes européens.

Le danger est menaçant. Jamais depuis la Seconde guerre mondiale, les extrêmes-droites n'ont été aussi puissantes en Europe. Elles sont désormais dans de nombreux pays européens au cœur du paysage politique dans un certain nombre de pays européens et sont en capacité d'imposer leurs thèmes dans le débat public.

La social-démocratie est plongée dans une crise profonde due à l'acceptation générale du cadre néo-libéral qui a conduit à une impasse politique. Et dans ce chambardement politique, le rejet des systèmes politiques dominants et de l'Union européenne s'exprime souvent dans un environnement politique dominé par une grande confusion, comme on l'a vu avec le Brexit ou l'alliance en Italie entre Salvini et le Mouvement Cinq Etoiles.

Les partis écologistes ont augmenté leurs scores en Europe. Mais ces partis sont de nature diverse, sans être anticapitalistes. Ils sont parfois proches des aspirations sociales

et écologistes de la gauche européenne, et parfois sont prêts pour d'autres à des alliances à géométrie variable avec les conservateurs ou des sociaux-démocrates au nom d'un capitalisme prétendument vert. Cette situation met la gauche au défi de développer un projet indissociablement social et écologique qui dépasse la logique du profit.

Les mouvements populaires ouvrent un espoir

Ces dernières années ont vu l'essor de mouvements populaires qui donnent un espoir pour l'avenir :

- Une vague nouvelle de mouvements féministes, pour une égalité réelle, contre toutes les violences faites aux femmes, pour le droit à l'avortement, à un moment où ressurgissent en Europe des offensives rétrogrades contre les droits des femmes.
- La conscience grandissante de la crise climatique dans les peuples partout sur la planète et la naissance d'un mouvement international sur le climat avec des manifestations importantes, des actions de désobéissance civique et la grève climatique scolaire inspirée par Greta Thunberg. Face à l'inaction des Etats et de l'Europe, les peuples et notamment les jeunes se mobilisent sous le slogan « pour changer le système pas le climat », pour une autre organisation de la société.
- Les syndicats poursuivent la lutte contre l'austérité et pour les droits des travailleurs, pour des salaires décents, les retraites et les conditions de travail.
- Des actions locales contre la hausse des prix des loyers et la gentrification des grandes villes en défense de logements à prix modéré et de qualité pour tous. Le droit à un logement sain et de bonne qualité énergétique pour tous et toutes est une priorité en Europe.

Ces mouvements, et d'autres, sont une force pour un changement progressiste. Le Parti de la Gauche Européenne (PGE) soutient leur développement et coopère avec eux. Le PGE apporte son soutien à toutes celles et ceux qui recherchent des alternatives à ce système qui exploite avec la même violence les êtres humains et la nature et s'engage à renforcer la prise d'initiatives dans ce sens.

Une nécessaire relance pour la gauche européenne

La gauche européenne a vu juste très tôt sur la nocivité des traités européens. Mais dans ce contexte de bouleversements sociaux et politiques, elle n'a pas pour le moment réussi à transformer la critique grandissante des politiques néolibérales en Europe en succès pour un projet politique alternatif crédible aux yeux des peuples.

Aux élections au Parlement Européen de 2019, elle a dans l'ensemble reculé, malgré quelques succès. Sans vouloir embellir ou justifier ces résultats, il faut noter que la situation sociale et politique était différente. Lors des élections européennes de 2014, les forces de gauche européenne étaient portées et se sont renforcées par l'opposition aux politiques d'austérité néolibérale et par un espoir montant notamment dans les pays du Sud, cobayes des politiques d'austérité. En 2019, dans nombre de pays européens, la gauche européenne n'a pas réussi à marquer la campagne électorale européenne avec une alternative crédible à la politique néolibérale et à contrer l'extrême droite avec son nationalisme et son racisme. La gauche n'a pas assez parlé d'une seule voix. Nous n'avons pas pu relever ensemble le diktat imposé à la Grèce à partir de 2015, au moment où la gauche européenne n'a pas été capable de créer un rapport de forces qui aurait pu s'opposer aux politiques néolibérales, et cela a laissé des traces. Nous n'avons pas non plus réussi à être à la hauteur et à passer à l'offensive sur des sujets majeurs comme les migrations, les réfugiés ou la crise climatique.

La situation est encore plus grave en Europe de l'Est et en Europe centrale. Dans les pays ravagés par les effets désastreux de l'application du consensus de Washington, et qui restent dans la périphérie de l'UE avec peu de chances de rejoindre les moyennes économiques et sociales de l'UE, la gauche a bien souvent presque disparu. La définition d'une stratégie régionale pour la gauche passe par la définition d'intérêts communs en faveur d'investissements publics pour la création d'emplois, l'introduction d'impôts progressifs, pour des salaires et des retraites décents, contre toutes les formes de nationalisme, de discrimination et de répression, y compris contre les minorités et les réfugiés, contre toutes les formes de patriarcat, pour garantir les libertés civiles, politiques, culturelles et religieuses. Dans les Balkans, l'établissement d'une paix durable et d'une sécurité sociale sont des objectifs prioritaires, afin de surmonter la logique du « diviser pour régner », les haines nationalistes et les tensions entre les Etats. Là encore, la coopération régionale doit contribuer à créer les conditions nécessaires à la protection des droits sociaux, à l'égalité de toutes les personnes vivant dans les pays, y compris les migrants, à la lutte contre la criminalité organisée et à la traite. Avec les forces des mouvements de gauche, de l'écologie, de la paix, des mouvements sociaux et féministes dans les Balkans, nous devrions œuvrer en faveur d'un concept global de sécurité à multiples facettes (politique, économique, social, écologique, humain), rejetant les options menant à la guerre et à la violence, à l'ébranlement du droit international et aux violations des droits de l'homme et des droits des minorités. Tout cela a pour objectif de préparer à

ce que la gauche des pays d'Europe centrale, balkanique et orientale occupent une place renforcée dans les structures européennes.

La Gauche européenne est face à un nouveau tournant, un besoin de relance politique. Bien qu'elle représente une partie tout à fait importante des forces de gauche européennes, elle en représente une proportion trop faible. C'est ce défi qu'il faut maintenant relever, en agissant de manière active et concrète en faveur de la coopération de toutes les forces de gauche et écologistes en Europe, à travers des luttes et des objectifs communs.

Cela passe par l'affirmation de nos propositions alternatives, par la définition plus claire du chemin de luttes qui permettra de les faire avancer, et par la conjugaison plus audacieuse de nos luttes nationales et de notre bataille commune pour bâtir un autre avenir en l'Europe.

Ce qui est déterminant pour nous aujourd'hui, c'est de définir les processus politiques de proposition, d'action, de coopération qui permettront de rassembler des forces plus larges, de changer les rapports de force et d'engager les transformations nécessaires pour les intérêts des peuples.

La gauche européenne a rendu publics des engagements concrets, notamment dans le Manifeste qu'elle a publié pour les élections européennes de 2019, qui sont autant de pistes de luttes et de propositions pour avancer dans cette voie. Quatre grands thèmes traversent ces propositions: une nécessaire et urgente transition sociale-écologique ; une ambition d'égalité pour toutes et tous en Europe ; la démocratisation de l'Europe dans le respect des peuples et des nations contre tous les autoritarismes, le combat pour la paix et la solidarité internationaliste.

2. L'alternative de la gauche européenne

La transformation sociale-écologique au cœur de notre projet

Les politiques de concurrence capitaliste et d'austérité servent la course aux profits en écrasant les dépenses pour le développement humain et en abîmant la planète. Nous voulons remplacer ces politiques par des politiques économiques, écologiques et sociales durables, mobilisant les investissements vers les dépenses utiles à la société. Le PGE lutte pour la propriété commune sous toutes ses formes. Les pouvoirs publics, les travailleuses et travailleurs, la population doivent pouvoir contrôler directement la production. Cela signifie que le peuple et ses représentants élus, aux niveaux local,

national et international dirige le pouvoir économique. Cela représentera une extension radicale de la démocratie.

L'avenir appartient à un modèle de développement fondamentalement nouveau, transformant en profondeur les structures économiques capitalistes. La gauche européenne défend la visée de l'appropriation sociale et démocratique. Les pouvoirs publics, les employés, les associations de travailleurs et de citoyens doivent être en mesure de contrôler les orientations économiques et les entreprises. Notre objectif à plus long terme est que les secteurs clés de l'économie, tels que l'énergie, passent sous appropriation sociale. Cela implique que le peuple et ses représentants élus dirigent l'économie. Pour nous la transformation sociale et écologique est un combat de classe, au cœur de la pensée de la gauche. Nous voulons ouvrir la perspective d'une société délivrée des exigences de profit pour le capital, une société socialiste et démocratique pour l'humain et pour la planète. Cela suppose de mettre sous contrôle démocratique les flux financiers, de renforcer le secteur public, d'instaurer une régulation sociale et démocratique de l'économie à tous les niveaux, du niveau local, au niveau régional, du niveau national au niveau européen.

Dans cet objectif, nous voulons des services et des investissements publics pour les biens communs que sont le travail, le logement, la santé et les soins, l'approvisionnement énergétique et les énergies nouvelles, l'approvisionnement en eau, de nouvelles formes de mobilité et de communication. L'éducation et la culture doivent être autonomes et ne pas être soumis au diktat des marchés. En particulier, le PGE défend une éducation gratuite, laïque, pour toutes et tous, promouvant l'égalité entre filles et garçons et respectueuses des identités individuelles ; une éducation qui permette le développement autonome et solidaire des jeunes et un apprentissage de la citoyenneté. La privatisation des services publics est dévastatrice pour les peuples et les nations ; rien ne la justifie financièrement par ailleurs. Le PGE demande de ce point de vue l'instauration d'un observatoire européen des services publics. Le PGE s'engage pour une politique d'accès à toutes et tous aux médicaments face aux multinationales de l'industrie pharmaceutique, la création d'un Pôle public européen du médicament en lien avec les pôles publics nationaux et l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS).

Les orientations d'une politique industrielle de gauche doivent être redéfinies. Il est indispensable d'approfondir ce que cela implique au moment où le processus de production des sociétés traverse un bouleversement profond. Nous voulons repenser une production industrielle, et sa propriété, capable de satisfaire les besoins humains, mais

dégagée des énergies fossiles et économe en ressources. Nous voulons un nouveau modèle agricole et alimentaire, par une réforme totale de la Politique Agricole Commune (PAC), afin d'assurer un revenu décent aux agriculteurs et une alimentation saine et bon marché, relocaliser les productions et harmoniser les normes environnementales vers le haut. Les émissions de gaz à effet de serre doivent être radicalement réduits de 70% d'ici 2030 afin d'atteindre la neutralité carbone d'ici 2050, comme cela est établi par l'accord de Paris sur le climat de la COP21. Pour combattre la crise climatique, l'épuisement des ressources naturelles et les catastrophes écologiques, un changement social fondamental et une refonte de l'organisation de la production sont nécessaires. Le modèle énergétique doit être repensé dans sa globalité.

Il convient de mettre en œuvre, sous contrôle démocratique, de larges programmes d'investissement, tout en évitant une simple modernisation capitaliste, inégale et avec seulement un vernis de capitalisme vert. Le PGE appelle à rediriger l'investissement, la recherche et les politiques de développement en faveur de la création d'emplois et de la transition écologique, en encourageant les relocalisations et en décourageant et en pénalisant la pollution. Avec de nouvelles missions et de nouveaux critères socio-écologiques créateurs d'emplois de qualité, la BCE doit être mise sous contrôle démocratique et jouer un tout autre rôle, avec de nouvelles missions en assumer le financement de ce développement économique d'un nouveau type. L'Eurogroupe, instance antidémocratique, doit être aboli. Dans l'immédiat, la BCE doit sélectionner le refinancement des banques sur d'autres critères pour arrêter de financer la spéculation, la délocalisation des entreprises, la suppression d'emplois et la pollution, et conditionner le refinancement à intérêt nul à la création d'emplois, la création réelle de richesse et à la diminution de la pollution. Le PGE veut ouvrir un large débat public sur la création d'un fonds européen, sous contrôle démocratique (Parlement européen, parlements nationaux, syndicats), financé par la création monétaire de la BCE, qui financerait les services publics en Europe et prêterait aux Etats pour le développement des services publics.

L'explosion des fortunes et des profits, au détriment des salaires, doit être enrayée. La politique fiscale doit devenir plus équitable en imposant des taxes plus élevées sur les revenus des plus riches et les fortunes, sur les profits des grandes entreprises et banques, alors qu'elle devrait alléger la pression fiscale sur les revenus faibles.et moyens Les paradis fiscaux doivent être fermés. La spéculation financière sur l'énergie, l'eau, le logement, la santé, l'éducation, la terre doit être interdite et les marchés financiers placés sous contrôle démocratique pour combattre la financiarisation de l'économie. Pour lutter contre la précarisation des conditions de travail, nous soutenons les luttes sociales pour

l'instauration et l'augmentation d'un salaire minimum, dans les pays où le mouvement ouvrier lutte pour cela. Plus largement, nous soutenons les luttes pour les salaires, les conventions collectives, la diminution de la durée du temps de travail sans diminution de salaires et pour l'amélioration des conditions de travail dans tous les pays.

Il convient aussi de renforcer les syndicats et leur pouvoir à l'égard des conventions collectives dans l'intérêt d'augmenter les revenus des salarié-e-s et d'améliorer la protection sociale. Le droit au travail, décent et justement rémunéré, pour tous et toutes fait partie des droits humains imprescriptibles. Le « pilier des droits sociaux », toujours promis, jamais réalisé, doit devenir une priorité et se traduire par des droits sociaux contraignants et exécutoires qui soient effectivement des outils pour lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale. Il ne peut pas être subordonné aux politiques d'austérité, ni aux lois du marché et de la concurrence traduites dans le Semestre européen. Nous soutenons donc la revendication portée par la Confédération Européenne des Syndicats (CES) d'un protocole social qui donne la priorité aux syndicats et aux droits sociaux par rapport à la loi du marché et aux « libertés fondamentales de l'UE ». Des droits nouveaux d'intervention des salariés dans les entreprises doivent permettre d'inventer une nouvelle démocratie économique.

Le logement est un droit. L'augmentation des prix et des loyers, la spéculation immobilière, l'éviction des couches populaires et moyennes, le risque de muséification de certains quartiers est un phénomène largement répandu. Le phénomène du sur-tourisme joue un rôle aggravant dans ces logiques. Le droit au logement et la protection des locataires, notamment par le logement social, doivent être défendus, de lutter contre la pauvreté, l'exclusion et le sans-abrisme, et de s'attaquer aux plateformes comme Airbnb qui ubérisent nos quartiers.

Des droits égaux pour toutes et tous en Europe

L'égalité des droits pour toutes et tous en Europe est pour la Gauche européenne un objectif central. Toute discrimination, qu'elle soit liée au sexe, à l'appartenance ethnique, à la nationalité, la religion, à l'orientation sexuelle ou au handicap doit être éliminée.

La Gauche européenne soutient le mouvement féministe dans sa lutte contre le patriarcat et pour l'égalité des droits des femmes en termes de salaire, de conditions de travail, de progression professionnelle, de participation sociale à tous les niveaux. La lutte, avec les moyens nécessaires, contre toutes les violences faites aux femmes doit être une priorité dans tous les pays européens.

La Gauche européenne soutient la cause des minorités sexuelles LGBTIQ contre les discriminations dont ils sont victimes et pour la pleine reconnaissance de leurs droits dans l'égalité.

La Gauche européenne s'engage avec force dans la lutte contre toutes les formes de racisme, au moment où ressurgissent dans toute l'Europe des forces ouvertement racistes et xénophobes, y compris dans des gouvernements européens.

La Gauche européenne condamne les politiques inhumaines à l'égard des migrants, à commencer par celles qui ont condamné des milliers de réfugiés à la mort en Méditerranée ces dernières années. Au lieu de fermer les frontières en dépensant toujours plus pour Frontex et de construire des murs aux frontières, la Gauche européenne propose une politique européenne active, qui soit fondée sur le principe de solidarité entre les Etats membres et qui soit dirigée en même temps vers des politiques de coopération et de paix s'attaquant aux causes des migrations forcées liées à la pauvreté, aux guerres et à la crise climatique. Le PGE propose également des politiques d'asile et d'accueil dignes des droits humains, prenant en compte le droit à la mobilité et à la circulation de tous les humains sur la planète Terre. Le PGE soutient le système de conventions internationales protégeant les droits humains contre les attaques des gouvernements telles que la convention relative au statut des réfugiés de l'ONU et la convention européenne des droits de l'homme. Le PGE appelle à la suppression des règlements de Dublin et à l'instauration de corridors humanitaires, légaux et sûrs.

Alors que les lois du marché dominent tout et que les idées d'extrême-droite se répandent, la question de l'hégémonie culturelle doit redevenir un moteur de l'action de la gauche. Les luttes politiques, sociales, économiques, écologiques, démocratiques portent des enjeux culturels majeurs.

Une Europe démocratique de peuples souverains

Le combat pour la démocratie et le respect de la souveraineté populaire est un des fondements du PGE.

Nous combattons la montée des autoritarismes et des hystéries ethnicistes ainsi que la remise en cause des principes d'égalité, de l'état de droit, des libertés publiques fondamentales et, plus largement, des principes d'émancipation, de laïcité, de liberté de pensée et d'expression indépendante de toute oppression économique ou cléricale qui sont des phénomènes qui se généralisent en Europe. La reprise des idées d'extrême-droite par des gouvernements libéraux ou de droite, loin de les faire reculer, légitime au contraire de tels discours. Cela se traduit dans nombre de pays par de la répression voire

des interdictions d'organisations politiques et syndicales et de journaux de gauche et d'opposition ainsi que d'ONG combattant pour les droits et les libertés. Le PGE réaffirme sa solidarité avec ces derniers. Le PGE condamne fermement tout révisionnisme historique assimilant le communisme au nazisme comme l'a honteusement déclaré le Parlement européen.

Nous combattons également la vision autoritaire autour de laquelle se construit l'UE néolibérale. Le pacte budgétaire, la conception austéritaire de la monnaie unique, les mécanismes de contrôle des budgets nationaux et locaux par la Commission Européenne, l'indépendance de la Banque Centrale Européenne (BCE), le poids des lobbys, de *Business Europe* et de la *Table Ronde Européenne* sont antidémocratiques.

Le PGE défend un espace européen dans lequel les peuples et les nations, égaux entre eux, ont la maîtrise des choix politiques, et décident souverainement des coopérations et des partages qu'ils souhaitent entre eux. Le principe de souveraineté populaire, le respect des nations est pour nous essentiel. Nous savons aussi que les grands défis du 21^{e} siècle sont d'ordre global : la lutte contre le dumping social, la lutte contre l'évasion fiscale, la lutte contre la crise climatique ou encore la question de la dette imposent des luttes communes et des réponses politiques au niveau européen et international.

La démocratie en Europe, c'est aussi l'implication renforcée des citoyens, des peuples, des Parlements nationaux et du Parlement européen, dont le rôle doit être élargi, dans les décisions européennes, ainsi que la lutte contre la corruption et le pantouflage, la défense des droits des travailleurs, des syndicalistes, la lutte contre le dumping social et fiscal, la défense des systèmes de protection sociale pour toutes et tous, la défense de la neutralité d'Internet, de la démocratie numérique, et la protection pour les lanceurs d'alerte et les journalistes qui dénoncent des crimes financiers ou des systèmes de surveillance étatiques. Nous prônons le principe de l'alignement sur le mieux disant, , en matière de droits sociaux, fiscaux, et écologiques.

L'Europe de la paix et de la solidarité internationale

La guerre est aujourd'hui aux frontières de l'Europe et dans l'Europe elle-même. L'engagement inconditionnel en faveur de la paix et du désarmement constitue un des points indissociables d'une politique de gauche. Le PGE réaffirme son opposition à la coopération structurée permanente (CSP) et aux efforts visant à créer une force européenne qui s'y associent ; le PGE s'oppose également au fait de donner de plus en plus de pouvoirs à FRONTEX. Au contraire, nous appelons à la dissolution de cette agence qui s'inscrit dans la logique de la Forteresse Europe. La présence agressive de

l’OTAN en Europe doit être combattue et le combat doit s’amplifier pour la dissolution de l’OTAN. Le bouclier anti-missile de l’OTAN doit être démantelé. Le PGE appelle les pays en possession d’armes nucléaires à négocier des traités de limitation de leur production et de leur déploiement. Notre objectif est le désarmement nucléaire global. L’UE doit ratifier le traité TIAN (traité sur l’interdiction des armes nucléaires) de l’ONU. En nous opposant à la logique de blocs, dans laquelle s’inscrivent les projets de défense européenne, nous défendons la logique de sécurité collective sur la base d’un développement du rôle de l’OSCE et du Conseil de l’Europe et la perspective d’une conférence et d’un traité pan-européen de sécurité collective avec la Russie.

Afin de défendre la paix en Europe, il est en effet nécessaire d’établir et de ré-installer une coopération à la fois économique et culturelle entre les nations européennes. La Russie est le pays européen le plus vaste et la détérioration des relations entre la Russie et les pays européens est nuisible pour tous les peuples du continent. De plus, le fossé entre la Russie et l’UE donne un prétexte à la course aux armements aussi bien des pays européens, de l’OTAN que de la Russie. Le PGE soutient avec détermination la levée des sanctions avec la Russie comme moyen pour une solution diplomatique à la crise en Europe de l’Est, principalement à travers l’application des accords de Minsk. La normalisation des relations diplomatiques entre les pays européens et la Russie doit trouver sa place dans ce même processus. Le PGE exige la cessation immédiate de la course aux armements, s’oppose à l’augmentation des dépenses militaires et soutient toutes les actions de coopération citoyennes et culturelles comme éléments d’une culture de paix entre les pays européens, la Russie et l’Ukraine.

En Europe, le PGE appelle à la reprise d’urgence des négociations concernant Chypre pour une solution pacifique globale qui respecte le cadre convenu pour un État fédéral, bizonal et bicommunautaire doté d'une souveraineté unique et de l’égalité politique, qui s’accompagne retrait des troupes d’occupation turques et des bases militaires étrangères.

Nous assistons à la tragédie des milliers de personnes qui se noient dans la Mer Méditerranée. Cette situation est insupportable alors qu’elle frappe des personnes qui cherchent simplement une vie meilleure. Le PGE appelle à une solution de paix qui puisse combattre les causes qui forcent les personnes à fuir leurs maisons. Les tensions qui émergent des migrations sont avant tout de nature économique et la redistribution des richesses est nécessaire pour les combattre.

Le PGE exprime aussi sa vive inquiétude sur le non-respect par les Torys britanniques des Accords du Vendredi-Saint de 1998 relatifs à l’Irlande du Nord. Les droits nationaux du peuple irlandais tels qu’ils sont fixés dans ces accords doivent être respectés

intégralement. Nous réaffirmons aussi notre soutien à la reconnaissance des droits du peuple sahraoui par la tenue du référendum d'autodétermination. Nous soutenons également le combat pour la démocratie des peuples de Turquie et du peuple kurde face au régime d'Erdogan. Nous condamnons l'intervention d'Erdogan dans le Nord de la Syrie. Des élections démocratiques en Syrie sont une condition sine qua non pour apporter la paix dans la région. Nous sommes en outre en faveur du plein droit à l'autodétermination et du respect des droits humains, culturels et politiques de toutes les composantes du peuple syrien. La paix en Syrie implique des négociations de paix sous l'égide l'ONU et doivent inclure les groupes non armés et les représentants du Rojava dans les négociations. Nous nous opposons aux interventions de forces étrangères en Syrie.

Le PGE réaffirme globalement sa solidarité avec les peuples en lutte pour leurs droits : le peuple palestinien pour un processus de paix reconnaissant deux Etats, Palestine et Israël, vivant en sécurité, avec un Etat palestinien viable dans les frontières de 1967 avec Jérusalem-Est comme capitale ; le peuple de Cuba pour la levée du blocus et tous les peuples latino-américains, africains, méditerranéens, et asiatiques en lutte pour leurs droits et leur liberté. Les peuples chilien, colombien, argentin luttent pour leur dignité ; le peuple vénézuélien contre les sanctions et les ingérences américaines et européennes.

Les combats et les bombardements au Yémen doivent cesser ainsi que la vente d'armes à l'Arabie Saoudite et aux Emirats Arabes Unis pour lesquels les industries d'armement européennes jouent un rôle premier.

3. Des tâches nouvelles pour le PGE

Le PGE a successivement connu une période de fondation et d'installation, puis une période de développement et de renforcement, puis, au cours de ces dernières années, il a été confronté à une période de difficultés pour la gauche européenne. Les défis et les exigences de la situation de la lutte de classes en Europe imposent au PGE de prendre des initiatives nouvelles et de faire une offre politique à l'ensemble des forces de gauche en Europe avec le souci de porter la politique là où sont les citoyens. L'ensemble de la gauche est appelée à mener la résistance contre les conséquences des crises en construisant des alternatives progressistes en Europe et dans le monde. C'est à la construction d'un nouveau rapport de forces social et politique que nous voulons nous atteler. Le congrès du PGE décide donc de :

- **Renforcer le Forum Européen annuel des forces de gauche, vertes et progressistes.** Le PGE avait décidé lors de son 5e congrès de proposer aux forces progressistes politiques, sociales, citoyennes, écologiques de se réunir dans un cadre ouvert d'échanges et d'élaboration d'initiatives communes. Trois sessions du forum se sont tenues depuis : à Marseille (2017), à Bilbao (2018) et à Bruxelles (2019). Elles montrent qu'il existe en Europe un large éventail de forces disponibles en Europe pour travailler à un projet alternatif pour les peuples d'Europe. Le processus de discussion qui s'y associe et qui porte sur l'orientation et le contenu d'axes politiques communs bénéficie au renforcement des forces de gauche en Europe. Le PGE fait les propositions suivantes aux forces engagées dans le forum :

    - **Consolider du forum** par l'élaboration de propositions et d'axes de luttes concrets pris, entre autres, par les assemblées de syndicalistes, des femmes et des jeunes, comme cela figure dans la déclaration finale du forum de Bruxelles. Le renforcement du travail avec les forces et mouvements sociaux, écologistes et féministes est un enjeu important pour l'avenir du forum.

    - **Faire une l'offre de co-construction du forum** envers les forces de gauche, communistes, écologistes, social-démocrates, progressistes, sociales, syndicales, citoyennes, pacifiste sur la base d'une remise en cause de l'ordre libéral, productiviste et militariste existant, afin d'en poursuivre l'élargissement. Cet appel s'adresse en premier lieu aux forces membres de la GUE-NGL, du Progressive Caucus et du groupe écologiste.

- **Concevoir et mener des campagnes pour des ruptures concrètes avec la logique capitaliste et productiviste qui préside à la construction européenne, pour faire émerger des convergences nouvelles et des coopérations entre les peuples et les nations d'Europe sur la base du respect de la souveraineté populaire, du progrès social, de la transition écologique et énergétique, du respect des droits pour toutes et tous et de la paix.**

    - Pour le respect de la souveraineté populaire et la démocratie : pour la remise en cause du pacte budgétaire, et des mécanismes de contrôle de la commission européenne sur les budgets nationaux (semestre européen, two-pack, six-pack) et l'abolition de la règle d'or budgétaire;

- Pour la justice fiscale : pour une COP fiscale mondiale, sous l'égide de l'ONU ; pour une taxe globale sur les transactions financières sous l'égide de l'ONU. Le PGE soutient toute mesure des Etats et de l'UE dans cette direction.

- Pour l'égalité femmes-hommes : pour la mise en place immédiate et contraignante de l'égalité salariale femmes-hommes réelle ; le PGE appelle à la mobilisation la plus large le 8 mars.

- Contre les traités de libre-échange, en premier lieu contre le CETA, le traité TAFTA et l'accord Mercosur ;

- Pour le maintien et l'extension de systèmes de retraite par répartition et de protection sociale ; pour un alignement vers le haut des salaires, des retraites et de la protection sociale.

- Pour un nouveau modèle industriel afin de faire reculer le chômage et répondre au défi écologique et climatique, par la coopération, le développement des capacités humaines et de nouveaux types d'investissement au lieu de la concurrence, la prédation financière et la baisse du « coût du travail ». Pour un réseau de vigilance, de coopération, d'information et de lutte soutenant les mobilisations pour l'emploi, les salaires, le climat, la transition écologique, face aux multinationales, contre la guerre économique menée par les Etats-Unis. Une vigilance toute particulière est à apporter à la filière énergétique, décisive pour maîtriser et réussir la transition énergétique.

- Pour la dissolution de l'OTAN et pour un nouveau système de sécurité collective paneuropéen sur la base de l'OSCE et du conseil européen ;

- Pour un modèle de développement incluant les décisions de la COP 21 concernant la neutralité carbone d'ici 2050. Le PGE propose d'engager une grande bataille écologique pour la création de services publics environnementaux, la gestion publique de l'eau, le développement gratuit des transports en commun, ou encore sur la rénovation thermique des logements, la défense de la biodiversité et la fin des pesticides. Notre objectif est de réduire l'utilisation d'énergie ; le développement des énergies

renouvelables, de l'énergie solaire, du vent, et un usage équilibré écologiquement de l'eau est une piste pour ce faire.

Ces axes de transformation sociale et de lutte sont communs aux partis membres du PGE qui sont autonomes et souverains dans les modalités de leur déclinaison nationale. Ils forment une offre politique, pour un travail en commun, qui s'adresse aux autres partis de la gauche européenne, notamment aux membres de la GUE-NGL qui ne sont pas membres du PGE. Le Congrès mandate la Présidence élue du PGE et au Bureau Exécutif le soin de mettre en œuvre ces axes.

- **Elargir le PGE,** notamment en direction des pays et des régions d'Europe où il n'est pas représenté. Cela concerne en particulier l'Europe de l'Est et du Sud-Est.

- **Elargir la coopération entre les différents espaces politiques et sociaux et avec les syndicats.** Considérant que la construction d'une alternative de gauche en Europe nécessite plus de coopération et de coordination, et en respectant pleinement l'indépendance de chaque espace, le PGE considère qu'il est nécessaire de maintenir et de renforcer la coopération avec la GUE-NGL afin d'aider à rendre le travail institutionnel aussi efficace que possible à une large échelle avec un impact social maximum. Le PGE considère qu'il est également nécessaire d'approfondir dans son travail quotidien le rôle Transform ! Europe comme centre d'études et de réflexion de référence.

- **Renforcer les relations de coopération internationales.** Le PGE est très attaché au développement de relations de coopération de travail, de confiance et d'initiatives avec les forces progressistes internationales : le forum de Sao-Paulo, à travers le séminaire PGE-Forum de Sao-Paulo, les forces de gauche méditerranéennes à travers le forum de la Méditerranée, les forces de gauche nord-américaines, d'Asie et d'Afrique.

Le Parti de la Gauche Européenne se conçoit comme un cadre d'échanges entre les partis qui en sont membres, observateurs et partenaires, en respectant leur souveraineté, et comme un lieu d'élaboration d'exigences et de batailles communes contre la construction néolibérale de l'Union Européenne, pour une Europe des coopérations entre peuples souverains et égaux. Les différences entre les partis membres, que nous reconnaissons, ne doivent pas entraver notre travail commun pour faire du Parti de la Gauche Européenne un parti européen plus fort, plus influent, plus efficace, apte à construire l'espace européen durable dont les forces de gauche ont besoin.

Le Parti de la Gauche Européenne se conçoit comme un outil d'unité de la gauche pour un socialisme démocratique, anti-impérialiste, féministe et écologique. Notre camp social est celui des peuples, des travailleuses, des travailleurs, des jeunes, des retraités, de ceux qui luttent contre toutes les oppressions et toutes les discriminations et pour l'émancipation, des femmes qui luttent contre le patriarcat et la violence de genre, de ceux qui veulent demain vivre sur une planète vivable, de ceux qui luttent pour la paix et la sécurité collective, de toutes celles et ceux qui ont intérêt au dépassement du capitalisme, et entendent agir ensemble pour ces objectifs.